

ANALYSE DE LA PRESSE JUILLET-AOÛT 2011

SOMMAIRE

- 1. A la une : Le tournant des relations de la Turquie avec la Syrie et la Libye**
- 2. Le dossier du mois : Le pouvoir civil et militaire en Turquie**
- 3. Europe**
- 4. Economie**
- 5. Turquie**
- 6. International**
- 7. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (juillet-août 2011)**

1. A la une :

Le tournant des relations de la Turquie avec la Syrie et la Libye

La citation du mois

La région, et les peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en particulier, veulent retirer les leçons de l'expérience de la Turquie. Il est vital qu'ils apprennent les leçons que la Turquie a apprises et qu'elle met en pratique tous les jours.

Hilary Clinton

Istanbul, Juillet 2011



Source: AFP

Syrie

Le trafic diplomatique s'est intensifié en début août entre Ankara, Damas et Washington. Le ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, s'est rendu à Damas, le 9 août. Suivant cette visite, "supervisée par les États-Unis" (Laure Marchand, *Le Figaro*, 09/08/2011) le président américain Barack Obama et le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan ont réalisé une conversation téléphonique qui a souligné leur évaluation commune de la situation en Syrie, après cinq mois de répression menée par Bachar al Assad contre les forces rebelles. (*Le Point*, 11/08/2011).

Pour Ankara la répression contre Hama a été la goutte qui a fait déborder la vase. Le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan, qui espérait pouvoir encourager Bachar al Assad de lancer des réformes démocratiques en Syrie, a durci le ton contre son ancien ami. Selon Guillaume Perrier "le bastion historique des Frères musulmans déjà rasé par Assad père en 1982, avive les antagonismes entre le régime syrien et son ex-allié turc" puisque "pour Erdogan et les anciens militants islamistes turcs, formés eux aussi à l'école des Frères musulmans, Hama est un symbole." (*Le Monde*, 12/08/2011).

Après une dizaine de jours de siège par l'armée syrienne, les organisations humanitaires ont annoncé jusqu'à 300 morts à Hama, qui est majoritairement sunnite (*Les Echos*, 10/08/2011). Laure Marchand note que les massacres du 1982 "restent présents dans la mémoire des Turcs religieux, également sunnites." "Quelle conscience pourrait accepter", a dit Recep Tayyip Erdogan, que trente ans après, et pendant le Ramadan, cette ville blessée souffre une nouvelle fois? " (*Le Figaro*, 09/08/2011). Le Président turc Abdullah Gül a exprimé son "profond choc" de l'assaut des chars de l'armée syrienne contre les manifestants hostiles au régime. "Les récents événements en Syrie ont encore accru notre inquiétude qui était déjà grande. Les images des événements d'hier nous ont horrifié' a-t-il dit." (*Reuters, Le Figaro*, 01/08/2011).



Erdogan a renchérit en estimant que la Turquie "ne peut pas rester spectatrice" face à des événements survenant dans un pays avec lequel elle partage "une frontière de 850 km, des liens historiques, culturels et familiaux." Le premier ministre turc juge que la Turquie considère "les problèmes en Syrie (...) comme une affaire intérieure." (AFP, *Le Figaro*, 06/08/2011). Selon Guillaume Perrier, Damas se montre agacée par "l'ingérence turque" dans ses affaires internes et stigmatise le "néo ottomanisme" d'Erdogan qui, il y a 6 mois, ne le dérangeait pas tant que ça." (*Le Monde*, 09/08/2011).

Erdogan a envoyé son ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoglu à Damas, le 9 août, pour transmettre un message clair : "arrêtez toutes les formes de violence et les massacres." (*Les Echos*, 10/08/2011). Laure Marchand a qualifié cette visite d'une "mission de la dernière chance" pour arrêter la répression de Bachar el Assad. L'architecte du concept de "zéro problème" avec les voisins, Davutoglu pourrait voir s'effondrer "l'image de marque de cette stratégie" qui lui est chère. (*Le Figaro*, 09/08/2011).

Marchand rappelle que la visite de Davutoglu "a été précédé par un échange verbal musclé entre Damas et Ankara, traduisant une nette dégradation des relations turco-syriennes." Ce qui a rendu sa tâche encore plus difficile a été le risque d'être vu comme "l'émissaire des Américains" suivant les propos de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton. Selon le porte-parole du département d'Etat Mark Toner, "lors d'un long entretien téléphonique" Clinton a demandé à Davutoglu de "répercuter ses messages au président syrien". En fait, Clinton demandait à Assad de renvoyer "immédiatement ses soldats dans leurs casernes et libère tous les prisonniers." (*Le Figaro*, 09/08/2011).

Le jour de l'arrivée de Davutoglu à Damas, une dépêche de Reuters annonçait l'entrée "des chars de l'armée syrienne (...) dans la ville de Binnich, près de la frontière turque." (*Reuters*, *Khaled Yacoub Oweis*, 09/08/2011). Après la réunion entre Davutoglu et Assad, Laure Stéphane a noté que les parties ont campé sur leur position et "les tensions restent vives entre les deux capitales". "Le président Assad a continué de dénoncer, derrière les violences en Syrie, des 'groupes terroristes' contre lesquels les autorités 'poursuivront leur lutte'. M. Davutoglu, pour sa part, a délivré un ultimatum implicite: 'Les développements qui surviendront dans les prochains jours seront décisifs quant aux attentes de la Turquie et du peuple syrien.'" (*Le Monde*, 10/08/11).

Néanmoins, pour Davutoglu la réunion de plus de six heures avec Assad, dont un tête-à-tête de trois heures et demie a donné lieu à "une discussion ouverte". Selon *Les Echos*, à l'issue de ce rencontre, Erdogan a réaffirmé son attente de voir la prise de mesures "en direction d'un processus de réformes en Syrie" dans 10 à 15 jours. Le premier ministre n'a pourtant pas fourni plus de détails sur le sujet. " (*Les Echos*, 10/08/2011).

"Ankara n'a toujours pas appelé à la démission de Bachar el-Assad, alors qu'il n'avait pas hésité à réclamer les départs de Hosni Moubarak et de Mouammar Kadhafi." (Laure Marchand, *Le Figaro*, 09/08/2011). Toutefois, le premier ministre turc s'est mis d'accord avec le président américain Barack Obama sur "la nécessité d'une "transition démocratique" en Syrie". Selon la Maison Blanche, lors de leur conversation téléphonique, les deux leaders "ont appelé à mettre fin à la violence". La présidence américaine a indiqué dans un communiqué qu'ils "ont souligné l'urgence de la situation, réitéré leur profonde préoccupation concernant l'usage de la violence par le gouvernement syrien contre les civils et leur conviction de la nécessité de répondre à l'exigence légitime d'une transition démocratique de la part du peuple syrien". Par ailleurs, ils se sont engagés à "suivre de près les actions entreprises par le gouvernement syrien et à se consulter étroitement ces prochains jours". (*Le Point*, 11/08/2011).



Alors que les Etats-Unis se préparait à appeler Bachar al Assad à quitter le pouvoir, le dernier a affirmé “au secrétaire général des Nations unies que les opérations de l'armée syrienne ont cessé”. Cette affirmation n'était plus crédible après l'annonce, des organisations des droits de l'homme, de 9 morts par les forces de sécurité syriennes. Les avertissements des Etats-Unis, de l'Union européenne et les pays membres (l'Allemagne, la France, l'Angleterre) ont été venus le jeudi 17 août. Ceux-ci ont appelé le président syrien de “quitter le pouvoir”. (*L'Express, 18/08/2011*).

Quant à la Turquie, qui “héberge actuellement quelque 7.000 réfugiés syriens dans des camps dans la province de Hatay”, elle n'a pas “l'intention de créer une zone tampon sur sa frontière selon le ministre turc de la Défense, Ismet Yilmaz.” (*l'Express, 18/08/2011*). Par contre, Davutoglu a déclaré que son pays a dit son “dernier mot aux autorités syriennes”. Le ministre turc des affaires étrangères a affirmé que la Turquie attend “en priorité que ces opérations cessent immédiatement et sans conditions”. “Si ces opérations ne cessent pas, il n'y aura plus rien à dire quant aux mesures qui seraient prises”, a-t-il ajouté sans fournir de précisions.” (*Les Echos, 15/08/2011*).

Le président turc Abdullah Gül en visite officielle en Arabie Saoudite a eu un entretien avec le roi Abdallah d'Arabie saoudite “sur la conjoncture régionale”. “Le 8 août, le roi Abdallah avait rappelé l'ambassadeur saoudien à Damas pour “consultations”, et demandé aux dirigeants syriens d'arrêter la machine de mort et l'effusion de sang (...) avant qu'il ne soit trop tard’.” “Gül a pour sa part appelé son homologue syrien Bachar el-Assad à ne pas attendre qu'il soit trop tard pour mener des réformes démocratiques, dans une lettre transmise mardi dernier par le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu, selon l'agence Anatolie vendredi [12 août].” (*Le Point, 15/08/2011*).

La Turquie est arrivée ainsi à un tournant sur la question syrienne. “La récente amitié turco-syrienne (...) était le pilier fondateur” du concept de la diplomatie “zéro problème” avec les voisins” indique Laure Marchand (*Le Figaro, 28/06/2011*). Guillaume Perrier rappelle qu’Ankara avait opéré un rapprochement spectaculaire avec le régime baasiste de Damas depuis 2008. Certains analystes avaient vu dans cette réconciliation un revirement de la diplomatie turque qui ‘tournait le dos à l'Occident’.” (*Le Monde, 09/08/2011*). Aujourd’hui la Turquie est obligée de reconsidérer son alliance, “contre nature” selon Perrier, avec la Syrie. “Le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a comparé la situation en Syrie à celle de la Libye. ‘Nous avons fait ce qui était en notre pouvoir en Libye, mais cela n'a donné aucun résultat probant’ a-t-il déclaré. Aujourd'hui, la situation libyenne est devenue un problème international.” (*L'Express, 18/08/2011*)

“La crainte d'une guerre civile à sa porte”, la stratégie diplomatique de “zéro problème” explique “la modération des propos de la Turquie face à la répression en Syrie” dit Marchand. Elle estime aussi qu’un divorce entre Ankara et Damas aurait pour conséquence d'isoler complètement la Syrie, et donc de renforcer l'emprise de Téhéran.” (*Le Figaro, 09/08/2011*). Toutefois, Guillaume Perrier note que “l'opposition syrienne est accueillie quasi ouvertement par la Turquie, elle s'y organise, s'y structure.” (*Le Monde 09/08/2011*). Une « conférence de salut national » a réuni près de 300 opposants syriens à Istanbul (Turquie) le 16 juillet (*Ouest-France 17/07/2011*). Deux autres réunions avaient déjà eu lieu en Turquie, en avril et en juin (*Le Point, 16/07/2011*).



Libye

Après sa stratégie d'équilibre, la Turquie a finalement reconnu, en début juillet, "le Conseil national de transition comme le «représentant légitime du peuple»." Les intérêts économiques de la Turquie "dans la «Libye de demain»" est un motif essentiel sur le choix des rebelles par la Turquie selon Georges Malbrunot, qui indique que "les dirigeants turcs auraient reçu des assurances que leurs contrats seraient renouvelés par les futures autorités libyennes." (*Le Figaro*, 05/07/2011). "Avant la crise, des dizaines de milliers de Turcs travaillaient en Libye, notamment dans la construction, dans des projets estimés à 15 milliards de dollars (11 mds euros). Plus de 17.000 Turcs ont quitté la Libye fin février, laissant d'importants chantiers." (*L'Express*, 04/07/2011). Par ailleurs, lors d'une visite à Ankara en fin juin, Cheikh al-Thani, l'émir du Qatar, l'un des pays du Golf le plus actif en Libye, avait averti la Turquie sur le risque d'isolement dans sa position qui n'avait pas d'avenir à terme (*Georges Malbrunot, Le Figaro*, 05/07/2011).

Le journal *Le Monde* estime que "la Turquie espère se positionner comme un acteur clé d'un possible règlement politique de la crise" en Libye. (*Le Monde*, 05/07/2011). En visite à Istanbul à l'occasion du groupe de contact international sur la Libye, Hillary Clinton a déclaré que "la région, et les peuples du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en particulier, veulent retirer les leçons de l'expérience de la Turquie. Il est vital qu'ils apprennent les leçons que la Turquie a apprises et qu'elle met en pratique tous les jours". Mme Clinton a reconnu l'impacte de la Turquie en qualifiant le pays de "leader dans la région et au-delà, un allié de valeur face aux défis mondiaux les plus pressants". (*L'Express*, 16/07/2011).

Au début de la crise le pays avait opposé "à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne" et limité son soutien à l'intervention militaire mené par les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne, à l'envoi de "six navires de guerre pour les opérations visant à faire respecter l'embargo sur les armes dans les eaux libyennes". Le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu avait expliqué cette réticence par le souci du pays de "partager la responsabilité d'une opération que certains décrivent comme une croisade." (*Le Monde*, 05/07/11).

Le facteur politique est "le plus important" dans la réticence de la Turquie souligne Murat Yetkin cité par *L'Express*. Selon Yetkin, vue également les liens historiques avec la Libye, le "parti islamo-conservateur au pouvoir craignait de froisser son opinion publique en prenant des "initiatives contre un pays musulman, avant les élections" législatives du 12 juin." (*L'Express*, 04/07/2011). Progressivement, la position du pays s'est durcie.

"Début mai, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, qui entretenait de bonnes relations avec le colonel Kadhafi avant la crise, lui a finalement demandé de quitter le pouvoir et le pays." (*AFP, L'Express*, 04/07/2011). En juin, M. Erdogan a offert sa « garantie » pour que le colonel Kadhafi « soit envoyé là où il le souhaite » après avoir quitté le pouvoir". "Interrogé sur un possible refuge négocié du colonel Kadhafi en Turquie, M. Davutoglu a répondu : 'Si la conclusion d'un accord est en vue, nous ferons tout, tout ce qui est possible'." (*Le Monde*, 05/07/11). En début juillet, la Turquie a retiré son ambassadeur à Tripoli. Elle a également "annoncé qu'elle adoptait des sanctions contre la Libye, qui visent surtout la Libyan Foreign Bank." (*Georges Malbrunot, Le Figaro*, 05/07/2011). La Libyan Foreign Bank, " qui possède 62,37% des parts de la banque turco-libyenne A&T Bank (...) est placée sous le contrôle du Fonds d'assurances des dépôts d'épargne." (*AFP, L'Express*, 04/07/2011).

Le quatrième sommet du groupe de contact international sur la Libye s'est réuni à Istanbul le 15 juillet. "Une quinzaine de ministres des Affaires étrangères, dont Hillary Clinton et Alain Juppé" (*Alain Barluet, Le Figaro*, 16/07/2011) ont participé à ce sommet qui s'est penché sur la "la résolution des problèmes financiers de la rébellion libyenne." (*AFP, L'Express*, 12/07/2011). Les participants ont réitéré leur appel pour le départ du Muammar Kadhafi. Le groupe de contact "a également souligné la nécessité d'aider la rébellion à reprendre la production et l'exportation de pétrole." (*Alain Barluet, Le Figaro* 16/07/2011). "Après la création d'un Fonds de 100 millions de dollars en juin, le ministre [turc] des affaires étrangères a annoncé le déblocage d'une aide supplémentaire de 200 millions de dollars [pour le Conseil national de transition]." (*Le Monde*, 05/07/11).



2. Dossier du mois : Le pouvoir civil et militaire en Turquie

“Le chef d'état-major Isik Kosaner et les généraux commandant l'armée de terre, la marine et l'aviation ont démissionné vendredi [29 juillet] en raison du refus du gouvernement de laisser les militaires en détention dans l'attente de leur procès bénéficier de promotions, au bénéfice de la présomption d'innocence.” (Nicolas Cheviron / AFP, L'Express, 04/08/2011).

“Dans un message d'adieu adressé à ses “frères d'armes”, le général Kosaner, promu à son poste en août de l'année dernière, [a expliqué] que, dans l'incapacité de protéger les droits de militaires détenus dans des procédures judiciaires imparfaites, il lui était devenu impossible de poursuivre sa tâche.” (Reuters, Les Echos, 29/07/2011). Concernant la demande du chef d'état-major, le porte-parole de la présidence Ahmet Sever “a annoncé que les 14 généraux actuellement en détention provisoire étaient maintenus dans leur fonction, sans promotion ni mise à l'écart. ‘Un an de prolongation pour les 14 généraux’, a-t-il dit.” (Nicolas Cheviron AFP, L'Express, 04/08/2011).

“A l'issue de quatre jours de réunion du Conseil militaire suprême (YAS), un organe réunissant autorités civiles et militaires pour examiner chaque année l'évolution des carrières dans l'armée, le porte-parole de la présidence Ahmet Sever a rendus publics les noms des nouveaux responsables de l'état-major.” (Nicolas Cheviron AFP, L'Express, 04/08/2011). L'annonce des nominations par le conseiller de presse du président de la République est une première, affirme Ragip Duran car “auparavant, la liste était lue par le secrétaire général de l'état-major.” (Ragip Duran, Libération, 05/08/11).

Le remaniement à la tête de l'armée “devrait permettre au gouvernement dirigé par un parti issu de la mouvance islamiste de renforcer son contrôle sur l'armée, jadis toute puissante et intouchable” souligne Tülay Karadeniz (Reuters, Nouvel Obs, 04/08/2011). La nomination de Hayri Kivrikoğlu à la tête de l'armée de terre, “une promotion qui bouleverse l'ordre de préséance hiérarchique” est considérée comme “la volonté du gouvernement d'écarter les officiers qui lui sont le plus hostiles”. L'un des deux autres candidats écarté “est visé par des poursuites dans une affaire de complot anti-gouvernement.” et l'autre “avait refusé de serrer la main à l'épouse voilée du président Abdullah Gül, selon le quotidien Milliyet” note Nicolas Cheviron (AFP, L'Express 04/08/2011).

L'issue de ce bras de fer entre le gouvernement dirigé par Recep Tayyip Erdogan et l'armée est jugé comme un signe de changement de rapport de force entre le pouvoir civil et militaire. Pierre Rousselin estime que l'armée turque “a fini par perdre la partie qui l'opposait depuis des années à l'AKP du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan”. “Avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP, les militaires avaient conduit trois coups d'État depuis 1960, et réussi, en 1997, à évincer du pouvoir un parti islamiste auquel appartenait Erdogan” rappelle-t-il (Le Figaro, 31/07/2011).

“Dès son arrivée au pouvoir en 2002, Recep Tayyip Erdogan utilisa les réformes souhaitées par Bruxelles pour marginaliser institutionnellement l'armée” indique Marc Semo (Libération, 01/08/2011). Les Echos notent que ces démissions “pourraient marquer une victoire décisive du Premier ministre sur les militaires, gardiens de l'Etat laïque hérité de Mustafa Kémal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne.” (Reuters, Les Echos, 30/07/11).



Pierre Rousselin estime qu'en d'autre temps la démission en bloc des principaux chefs militaires en Turquie "aurait mené inévitablement à un coup d'État" (*Le Figaro*, 31/07/2011). Or aujourd'hui le pays ne vit pas de crise politique. "Personne ne doit considérer cela comme une crise de quelque nature que ce soit, ni comme un problème persistant en Turquie" a affirmé le président turc Abdullah Gül (*Reuters, Les Echos*, 30/07/11). "Il y avait une situation extraordinaire, mais désormais tout va dans le bon sens grâce aux règles de l'Etat de droit», a-t-il souligné" (*Marc Semo, Libération*, 01/08/2011).

Selon Guillaume Perrier "la pirouette des généraux est un aveu de faiblesse pour une institution dont le pouvoir politique s'est considérablement réduit ces dernières années, depuis qu'elle doit cohabiter avec les islamo conservateurs de l'AKP." (*Le Monde*, 31/07/2011). Marc Semo souligne que l'armée turque a été "longtemps considérée comme l'institution la plus fiable par une majorité de Turcs". Cependant, "l'affaire Ergenekon - complot de militaires retraités et d'ultranationalistes - puis la révélation du plan Balyoz - qui, en 2003, prévoyait l'entrée en lice de l'armée pour rétablir l'ordre sur fond d'attentats - ont changé la donne." (*Libération*, 01/08/2011).

Safak Timur rapporte que "quarante-deux généraux, soit plus d'un sur dix, et plusieurs dizaines d'officiers d'active ou à la retraite, sont actuellement incarcérés dans le cadre de ces complots présumés." (*Les Echos*, 30/07/2011). Six nouvelles inculpations de généraux ont été prononcées le 12 août liées à un "complot contre le gouvernement et la création de sites internet de propagande antigouvernementale, selon le journal Milliyet." (*Safak Timur, Les Echos*, 30/07/2011).

Reuters rapporte qu'"un général de l'armée turque à la retraite, considéré comme le "suspect numéro 1" d'une campagne internet visant à déstabiliser l'AKP au pouvoir, a été emprisonné dans l'attente de son procès". Ce procès "baptisé "Mémoire internet", est apparu en marge d'une vaste enquête entamée il y a quatre ans sur le réseau ultra-nationaliste Ergenekon." (*Reuters/Daren Butler, Hélène Duvigneau*, 10/08/2011). Un amiral et six généraux comptent parmi les "22 personnes inculpées le mois dernier sous l'accusation d'avoir financé des sites web hostiles au gouvernement en 2009 pour discréditer l'exécutif." (*Le Nouvel Obs*, 08/08/2011). Par ailleurs "la deuxième étape des poursuites engagées pour un complot présumé qui visait à renverser le gouvernement islamo-conservateur turc" a été ouverte avec la comparution de 28 militaires devant le tribunal pour leur participation à la "conspiration présumée datant de 2003 et qui viserait, selon l'acte d'accusation, à commettre des attentats pour semer le chaos et justifier un coup d'Etat contre le parti de la justice et du développement (AKP)." (*AFP, Le Point*, 15/08/2011).

"Les inculpés prétendent que le plan incriminé était un scénario pédagogique parmi d'autres, décrivant une situation fictive de tension pour évaluer les meilleures façons d'y faire face. Ils mettent également en cause l'authenticité de certains documents présentés comme des preuves." (*AFP, Le Point*, 15/08/11). "S'ils sont reconnus coupables, les officiers encourent entre 15 et 20 ans de prison." (*Jonathon Burch/ Reuters, Challenge*, 16/08/2011). Dans le cadre de cette affaire "les poursuites contre quelque 200 hauts gradés de l'armée pour leur rôle présumé dans l'opération "Sledgehammer" (Masse) visant à renverser l'exécutif avaient provoqué la démission spectaculaire du chef d'état-major des armées et de ses trois adjoints terre-air-mer." (*Reuters, Jonathon Burch/ Challenge*, 16/08/11).

"Cette prise en main de la justice civile depuis 2007, applaudie à ses débuts, rencontre aujourd'hui des critiques: une partie des accusations est floue et cinq ans après les premières arrestations, aucune condamnation n'a encore été prononcée." (*AFP, Le Point*, 15/08/11). Selon Marc Semo "certains s'inquiètent (...) des tentations autoritaires d'un pouvoir issu du mouvement islamiste, qui contrôle désormais sans partage tous les rouages institutionnels." (*Libération*, 01/08/2011). Avec ce nouveau succès "les islamistes conservateurs de l'AKP (...) vont disposer de tous les leviers de commande en Turquie" estime Pierre Rousselin en affirmant qu'"il leur reste à éviter les écueils d'un excès de confiance." (*Pierre Rousselin, Le Figaro*, 31/07/2011).

3. Europe

Chypre

“Recep Tayyip Erdogan souhaite que la question chypriote soit réglée avant que Chypre - divisée en secteurs turc et grec - n'assume la présidence de l'UE, en juillet 2012.” “Le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu avait également prévenu (...) que la question chypriote devait être résolue avant l'accession de Chypre à la présidence de l'UE.” (AFP, *Libération*, 19/07/2011).

“Le président chypriote-grec, Demetris Christofias, et chypriote-turc, Dervis Eroglu, se sont retrouvés jeudi matin [7 juillet] à Genève pour un troisième cycle de négociations depuis la relance des pourparlers sur la réunification de Chypre, en septembre 2008. (...) Les dossiers que les deux parties doivent ainsi régler portent notamment sur les droits de propriété (concernant les terres spoliées aux Chypriotes grecs et turcs lors de la partition), le droit de faire circuler des marchandises entre les deux parties de l'île, les ajustements territoriaux ou encore les garanties de sécurité.” (AFP, *Le Monde*, 07/07/2011).

Les deux dirigeants ont jusqu'à la prochaine réunion du mois d'octobre à New York pour progresser dans leur négociations sur le futur de l'île. “L'objectif est désormais de trouver un accord avant que Chypre n'assume la présidence tournante de l'UE en juillet 2012. Mais cet objectif s'annonce ardu. Dans un rapport au Conseil de sécurité en mars, M. Ban s'est ainsi dit ‘inquiet’ du manque de progrès, sur fond de ‘scepticisme croissant sur le fait qu'un accord puisse être trouvé.’” (AFP, *L'Express*, 07/07/2011).

Grèce

“Le ministère de la Protection du citoyen a annoncé cet après-midi le lancement de la procédure pour la construction d'une clôture en fil barbelé sur la frontière gréco-turque pour réduire le flux migratoire, un projet sous discussion depuis plusieurs mois.

“Co-financé par le fonds européen protection des frontières de l'Union européenne (UE)”, l'ouvrage coûtera 5,498 millions d'euros et un appel sera lancé d'ici fin septembre, a indiqué à l'AFP Efstathia Latifi, une ingénieure du département technique du ministère. (...)

La Turquie ne s'est pas opposée au projet mais la Commission européenne avait initialement émis des réserves, quand Athènes début janvier avait annoncé la construction d'un mur pour empêcher le flux des sans papiers. “Les murs ou les grillages sont des mesures à court terme qui ne permettent pas de s'attaquer de manière structurelle à la question de l'immigration clandestine”, avait alors déclaré Michele Cercone, porte-parole de la commissaire en charge de la sécurité Cecilia Malmström.” (AFP, *Le Figaro*, 05/08/2011).

4. Economie

Croissance

L'économie turque "a enregistré une croissance de 11% au premier trimestre 2011, selon les données officielles publiées jeudi [30 juin] par l'institut de la statistique (Tüik). La croissance turque avait déjà atteint 8,9% en 2010. Sur les trois premiers mois de l'année, elle fait ainsi mieux que la Chine créditée d'une hausse de 9,7% de son PIB. La Turquie, pays d'environ 73 millions d'habitants est désormais la 17ème économie mondiale, avec un produit national brut (PNB) par habitant de 10.079 dollars en 2010 contre 8.590 dollars en 2009." (AFP, 30/06/2011).

Taux directeurs

"La Banque centrale a abaissé jeudi de 0,5 point à 5,75% son taux directeur et relevé de 1,5 point son taux d'emprunt au jour le jour pour faire face aux difficultés de l'économie mondiale et éviter une éventuelle stagnation en Turquie.

Le comité de la politique monétaire de la Banque centrale a annoncé dans un communiqué diffusé sur son site internet avoir abaissé son taux directeur, le taux d'emprunt à une semaine, de 6,25% à 5,75%. "Le comité a opté pour une baisse mesurée du taux directeur dans le but de faire baisser le risque de stagnation de l'activité économique domestique créé par les problèmes croissants de l'économie mondiale", affirme le document." (AFP, Les Echos, 04/08/2011).

Inflation

"Les prix à la consommation ont reculé de 0,41% sur un an en juillet, portant l'inflation à 6,31%, selon les chiffres officiels publiés mercredi par l'institut national de la statistique. En juillet, les prix de gros ont augmenté de 10,34% en rythme annuel.

L'inflation turque avait été de 6,4% en 2010, conforme aux prévisions du gouvernement, qui tablait sur 6,5%. La banque centrale vise une inflation à 5,5% en 2011, et à 5% en 2012." (AFP, Les Echos, 03/08/2011).

PIB - Balance commerciale

"Le produit intérieur brut (PIB) de la Turquie a bondi de 11% en rythme annualisé au cours du premier trimestre, dépassant largement les anticipations des économistes, ce qui fait craindre une surchauffe. (...) En données corrigées des variations saisonnières, la croissance s'établit à 1,4% d'un trimestre sur l'autre. (...) " En même temps le déficit commercial du pays devient de plus en plus marqué. En mai le chiffre "s'est accru de 104% pour atteindre 10,06 milliards de dollars, après une hausse de 42,6% des importations et de 11,7% des exportations. "

"Le rythme de la croissance du PIB devrait ralentir pour le reste de l'année, pour finalement s'établir à 5,7% sur l'ensemble de 2011. En 2010, il avait atteint 8,9%." (AFP, Les Echos, 30/06/2011).

Saint-Gobain rachète Doganer

"Saint-Gobain a annoncé mercredi avoir finalisé l'acquisition de la société Doganer, spécialisée dans la production de plâtre et de plaques de plâtre en Turquie, développant ainsi ses positions sur un marché important.

Le numéro un mondial de la production, transformation et distribution de matériaux de construction est déjà présent en Turquie avec Rigips (une usine de plâtre), Izocam (cinq usines d'isolation) et Weber (quatre usines de mortiers industriels).

Le groupe français précise dans un communiqué que Doganer a réalisé un chiffre d'affaires de près de 22 millions d'euros en 2010 mais il ne donne pas le montant de l'acquisition." (Les Echos, 27/07/2011).

5. Turquie

Nouveau gouvernement

La composition du nouveau gouvernement est présentée par le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan le 6 juillet. “La nouvelle équipe gouvernementale comprend, outre le chef de cabinet, 25 ministres, dont seulement six nouveaux venus, a indiqué lors d'une conférence de presse M. Erdogan, qui entame son troisième mandat consécutif, après avoir obtenu l'approbation par le président Abdullah Gül de a nouvelle équipe.

Le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu conserve son portefeuille, de même qu'Egemen Bagis, dont le secrétariat aux Affaires européennes devient un ministère. Ismet Yilmaz remplace à la Défense le vétéran de la politique Vecdi Gönül tandis qu'un autre nouveau venu, Idris Naim Sahin, s'installe à l'Intérieur, le ministre sortant Besir Atalay devenant l'un des quatre vice-Premier ministres. Le nouveau cabinet ne comprend qu'une femme, Fatma Sahin, ministre de la Famille et des Affaires sociales.” (AFP, *Le Parisien*, 06/07/2011).

“Sur les 26 nominations, la seule présence de Fatma Sahin est perçue comme largement insuffisante par les mouvements féministes turcs” note Clément Hervé. Il estime que le précédent gouvernement qui comptait deux femmes “laissait présager une féminisation plus importante.” (*Les Echos*, 07/07/2011).

L'un des principaux objectifs du premier ministre turc est de modifier la constitution élaborée à la suite du coup d'Etat militaire de 1980. “La majorité des partis politiques turcs reconnaissent la nécessité de rédiger une nouvelle constitution mais certains opposants redoutent qu'Erdogan n'en profite pour renforcer son emprise sur le pays. Il est de notoriété publique que le chef du gouvernement turc, au pouvoir depuis 2002, a l'intention de donner plus de pouvoir à la fonction présidentielle, alors que beaucoup lui prêtent l'ambition de se hisser au poste de chef de l'Etat à la fin de son troisième et dernier mandat de Premier ministre.” (*Reuters*, *Le Figaro*, 30/07/2011).

Recrudescence des actes terroristes après les élections du 12 juin

“La guérilla kurde, qui a déclenché la lutte armée contre la Turquie il y a 27 ans, le 15 août 1984, a multiplié, ces dernières semaines, les embuscades meurtrières contre les véhicules des forces de sécurité, dans des zones montagneuses difficiles d'accès” note Guillaume Perrier (*Le Monde*, 19/08/2011). AFP rapporte que “les affrontements entre les forces de sécurité et le PKK se sont multipliés depuis les élections législatives du 12 juin.” (AFP, 12/08/2011). “Les 36 députés kurdes, élus aux législatives du 12 juin, [avaient] refusé de prêter serment au Parlement pour protester contre le maintien en détention provisoire de cinq des leurs, accusés de liens avec la branche urbaine du PKK, et l'invalidation d'un 36e élu en raison d'une condamnation pour ‘propagande terroriste’”. (AFP, *Le Monde* 15/07/11).

“Une vingtaine de militaires ont été tués en deux semaines et déjà, en juillet, un assaut avait fait 20 morts, à Silvan, à l'est de Diyarbakir” rappelle Guillaume Perrier (*Le Monde*, 19/08/2011). “A la mi-juillet, 13 soldats ont été tués dans des combats avec le PKK dans la province de Diyarbakir, les pertes les plus lourdes pour l'armée turque dans ce conflit depuis octobre 2008. Sept rebelles ont également été tués.” (AFP, 12/08/2011).



“A l'issue d'une réunion extraordinaire, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a exprimé la détermination d'Ankara 'à surmonter la question du terrorisme'. Le président du Parlement, Cemil Cicek, a réagi avec virulence en appelant les protagonistes de la question kurde à choisir leur camp : 'D'un côté, la démocratie, la paix et la liberté, mais de l'autre, le sang, la haine et la barbarie... Désormais, chacun doit dire quelle est sa ligne.’” (AFP, *Le Monde* 15/07/2011).

“Le PKK a également perpétré plusieurs actes de sabotage contre le gazoduc irano-turc et l'approvisionnement en gaz, vital pour la Turquie, a dû être interrompu par deux fois, le 5 et le 12 août.” (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 19/08/2011). “La Turquie reçoit entre 15 et 18 milliards de mètres cubes de gaz par jour du gazoduc iranien, qui relie la ville de Tabriz (nord-ouest de l'Iran) à Ankara.” (AFP, 12/08/2011).

“L'enlèvement d'un entrepreneur à Bingöl (Est) et la bombe déposée contre un chantier de barrage ont eux aussi été revendiqués par le PKK. (...) Les rebelles menacent désormais de représailles tous ceux qui, fonctionnaire ou hommes d'affaires, coopèrent avec l'Etat.” (Guillaume Perrier, *Le Monde*, 19/08/2011). “Les autorités politiques et militaires turques réunies mercredi [17 août] pendant près de cinq heures autour du Conseil national de sécurité (MGK) se sont prononcées en faveur d'un durcissement contre le PKK. La déclaration publiée au terme de la réunion appelle aussi les pays voisins de la Turquie "à prendre leurs responsabilités" pour éradiquer la présence de rebelles sur leur territoire, sans citer nommément un pays. Selon Ankara, 2 000 rebelles sont retranchés en Irak, d'où ils s'infiltrèrent en Turquie pour mener des attaques.” (AFP, *Le Point* 18/08/2011).

“Mehmet Tezkan, de Milliyet, estime que derrière la multiplication des attaques du PKK pourrait se trouver la Syrie voisine, qui abrite aussi une communauté kurde.” (AFP, *L'Express*, 19/08/2011). “L'aviation turque bombarde régulièrement les camps où sont retranchés quelques milliers de cadres et de combattants du PKK, dans les montagnes du Kurdistan irakien, sans parvenir à décapiter la rébellion.” (Guillaume Perrier *Le Monde*, 19/08/2011). Guillaume Perrier rappelle que “ces dernières semaines, l'Iran a lui aussi mené une offensive contre la guérilla kurde du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), une excroissance iranienne du PKK.” (*Le Monde*, 19/08/2011).

“L'aviation turque a pilonné mercredi soir [17 août] 60 objectifs et positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, en riposte à une embuscade tendue par des rebelles qui a fait neuf morts dans les rangs des forces turques, a annoncé aujourd'hui l'armée turque. Ces raids sont les premiers menés par la Turquie en Irak depuis un an. Les avions de combat qui ont participé aux opérations ont visé des positions du PKK, organisation armée kurde de Turquie, dans la zone de Khakurk, Qandil et de Zap, dans la région autonome kurde du nord de l'Irak où se trouvent les bases de commandement du mouvement, précise un communiqué en ligne de l'état-major. (...) Les opérations de l'armée turque se poursuivront à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie "afin d'empêcher que le nord de l'Irak constitue un sanctuaire et un tremplin pour des attaques contre la Turquie", selon le communiqué.” (AFP, *Figaro*, 18/08/2011).

6. International

Relations israëlo-turques

“La Turquie se prépare à durcir son attitude face à Israël, qui refuse de présenter des excuses pour son raid meurtrier en 2010 contre un navire turc en route pour Gaza, a-t-on appris mardi [26 juillet] de sources officielles.” (AFP, *L'Express*, 26/07/11).

“Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré mercredi [17 août] qu'il est «impossible» pour la Turquie de normaliser ses relations avec Israël tant que ce pays ne s'excusera pas pour l'abordage meurtrier du ferry turc Mavi Marmara, et ne lèvera pas le blocus de Gaza.” AFP note qu'“Israël s'est dit prêt à exprimer ses regrets et à verser des fonds «à titre humanitaire» aux parents des victimes du Mavi Marmara, mais a jusqu'ici obstinément refusé de présenter ses excuses pour ne pas exposer ses soldats à des poursuites judiciaires.” (AFP, 17/08/2011).

Le chef de la diplomatie israélienne Avigdor Lieberman considère la demande d'excuses de la Turquie une ‘atteinte à la légitimité d'Israël’. “Le Premier ministre turc veut porter atteinte à la légitimité de l'Etat d'Israël en exigeant des excuses qui constitueraient un aveu de culpabilité et qui remettrait en cause notre droit à l'autodéfense face aux attaques en provenance de Gaza”, a affirmé M. Lieberman à la radio publique. ‘La Turquie a changé de stratégie vis-à-vis d'Israël sans rapport avec ce que nous faisons. Pour maintenir des relations stratégiques, il faut être deux’, a ajouté M. Lieberman.” (AFP, *Les Echos*, 18/08/2011).

Le 17 juillet le département d'Etat américain a démenti “les informations de médias israéliens affirmant que les Etats-Unis ont demandé à Israël de s'excuser auprès de la Turquie pour son raid de 2010 contre une flottille à destination de Gaza remplie de militants turcs.” (AFP, *Le Monde*, 17/08/2011). Les deux principales stations radio israéliennes avait affirmé qu’“la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, avait téléphoné mardi au Premier ministre Benjamin Netanyahu pour lui demander de s'excuser auprès de la Turquie, demande qui a été repoussée par M. Netanyahu.” (AFP *Menahem Kahana*, 17/08/2011). Ces informations ont été également démenties par les sources officielles israéliennes. Le vice-ministre des Affaires étrangères Dany Ayalon a affirmé qu’“il n'y a pas eu de pressions américaines, mais des consultations avec nos plus grands amis.” (AFP, *Les Echos*, 18/08/2011).

“Les relations entre les deux pays, alliés stratégiques dans les années 1990, ont commencé à se dégrader après l'offensive israélienne ‘Plomb durci’ contre le Hamas dans la bande de Gaza (décembre 2008-janvier 2009), au cours de laquelle 1.440 Palestiniens, en majorité des civils, avaient péri.” (AFP, *Challenge*, 21/07/2011). “Le 31 mai 2010, un commando israélien avait abordé dans les eaux internationales le ferry turc Mavi Marmara, navire amiral d'une flottille internationale qui voulait apporter une aide humanitaire à Gaza. Neuf passagers turcs avaient été tués durant l'assaut de ce navire affrété par une organisation islamiste turque, qui tentait de briser le blocus maritime israélien de la bande de Gaza.” (AFP, *Le Monde*, 07/07/2011). La Turquie envisage de faire appel à de nombreux juristes pour traîner devant les instances judiciaires internationales les membres du commando israélien qui ont participé à l'abordage sanglant, a-t-on souligné de source diplomatique.



Autre mesure prévue, sur le plan diplomatique: la Turquie, qui a rappelé son ambassadeur à Tel Aviv après l'opération israélienne et dispose actuellement d'un chargé d'affaires dans ce pays, pourrait réduire davantage son niveau de représentation. Elle pourrait aussi ne pas donner son agrément au remplaçant de l'actuel ambassadeur d'Israël à Ankara, a-t-on souligné de source proche du gouvernement.

La Turquie s'efforcera par ailleurs de faire entendre "la voix des Palestiniens" dans les organisations internationales, notamment à l'ONU, où les Palestiniens demandent l'adhésion d'un Etat de Palestine, et elle prendra une position encore plus active en faveur d'une réconciliation interpalestinienne, afin de forcer Israël à reprendre les négociations de paix, enlisées depuis neuf mois, a-t-on précisé de même source." (*AFP, L'Express, 26/07/2011*).

Selon Pierre Berthelot, chercheur associé à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), deux principales raisons expliquent l'attitude de la Turquie vis-à-vis d'Israël, "au-delà de la sensibilité particulière de l'AKP sur la question palestinienne (souvent partagée par les partis laïcs) " : "les ambitions économiques turques" et "les conséquences de l'intervention américaine de 2003 contre le régime de Saddam Hussein. "

Premièrement, il estime que le pays "se doit donc d'entretenir de bons rapports avec ses voisins", car "l'économie turque, très dynamique, est de plus en plus axée sur les exportations et a une volonté affirmée de faire de son territoire une plaque tournante de l'acheminement d'hydrocarbures (avec l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan ou le projet de gazoducs géant Nabucco) afin de lui permettre d'atteindre le dixième rang mondial en 2023 (année du centenaire de la naissance de la Turquie moderne). "

Deuxièmement, il maintient que "la Turquie cherche la stabilité, et c'est une différence majeure avec une partie des stratèges israéliens qui préfèrent un Moyen-Orient faible, et donc instable et divisé. "Selon Berthelot, "la Turquie "veut être présente et influente dans la région au moment du retrait américain d'Irak, pour être certaine que la question kurde ne se règlera pas à son désavantage. Pour y parvenir, elle sait qu'il lui faut rééquilibrer sa politique étrangère en prenant quelques distances avec Israël, afin d'apparaître comme un intermédiaire crédible vis-à-vis des pays arabes. Il ne s'agit pas de renier la relation avec Jérusalem, mais de trouver un juste milieu entre Arabes et Israéliens". (*Analyse IRIS/ Le Monde, 11/07/2011*).

Les pas vers la réconciliation ont été faits des deux côtés. Pierre Rousselin note que la décision de la Turquie de ne pas participer à la deuxième opération de flottille pour Gaza était vue par certains comme un signe de réchauffement. Il estime qu'"après avoir flatté le ressentiment anti-israélien à des fins électorales, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan serait maintenant enclin à la modération, compte tenu des difficultés qu'il rencontre avec la Syrie." De son côté Benjamin Nétanyahou avait envoyé un message de félicitations à Erdogan "pour lui proposer de « rétablir la coopération et l'esprit d'amitié qui a caractérisé les relations entre nos peuples depuis des générations »." (*Le Figaro, 27/06/2011*).

Toutefois ces démarches ne sont pas abouties. "Ni Israël ni la Turquie n'ont signé le rapport de l'ONU, remis ce jeudi [7 juillet] à son secrétaire général Ban Ki-moon, à propos du raid israélien sur le navire turc fin mai 2010" note Pierre Gastineau Ce rapport dont la publication a été reportée à deux reprises devrait être rendu public le 20 août. (*L'Express, 07/07/2011*). "Le refus d'Israël de signer le rapport vient du fait que la commission d'enquête conclut que le commando a agi de manière "excessive et déraisonnable" en abordant le Mavi Marmara à une grande distance du blocus, et sans donner une dernière sommation au navire. Des options non violentes auraient dû être utilisées en première instance", dit le rapport, selon cette source turque. Les morts et blessés qui ont résulté de ce raid sont "inacceptables", ajoute le rapport. Le refus de la Turquie de signer le rapport vient notamment du fait qu'il déclare que le blocus de Gaza par Israël n'était pas illégal, a précisé cette source à l'AFP." (*AFP, Le Monde, 07/07/2011*).



Pierre Gastineau estime qu'en raison des querelles entre la Turquie et l'Israël le dernier "devrait se rapprocher d'autant plus de son nouvel allié dans la région: la Grèce." (*L'Express*, 07/07/2011). Les relations entre les deux pays semblent s'intensifier. Le rencontre de Benjamin Nétanyahou avec son homologue grec Georges Papandréou "avait abouti, en octobre 2010, à des exercices conjoints dans le sud de la Grèce entre les aviations israélienne et grecque." "A l'issue du rencontre du ministre des affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman, a été en visite à Athènes, du 12 au 16 janvier 2011, avec son homologue grec, Dimitris Droutsas, "la création d'un conseil de coopération a été annoncée. Celui-ci doit couvrir des domaines aussi variés que l'économie, le tourisme, la culture, l'énergie, le développement agricole ou les hautes technologies." Par ailleurs le jour de la visite officielle du président grec à Tel-Aviv un communiqué publié par le ministère des affaires étrangères grec annonçait l'interception du bateau américain Audacity of Hope faisant parti de la flottille d'aide pour Gaza. (*AFP / Romain Brunet, Le Monde*, 04/07/2011).

Aide à la Somalie

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) s'est réuni d'urgence à Istanbul le mercredi 17 août. Les ministres des Affaires étrangères de 57 pays musulmans membres de l'OCI se sont réunis à la demande de la Turquie pour discuter notamment des moyens d'augmenter les fonds pour les pays frappés par la catastrophe à la Corne de l'Afrique. En outre, la Turquie qui préside actuellement l'OCI a mené une forte mobilisation humanitaire pour venir en aide aux victimes de la sécheresse.

"Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan [est parti] jeudi [18 août] pour la capitale somalienne. Il [a été] vendredi en Somalie, à Mogadiscio, et aussi dans certains camps de réfugiés, avec sa femme et sa fille. Il [a été] accompagné de son ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, lui aussi en compagnie de sa famille. Ils [ont assisté] à la distribution de l'aide humanitaire turque." (*AFP, Le Parisien*, 17/08/2011).

L'attention portée par le gouvernement islamo-conservateur à la Somalie comporte une dimension stratégique" estime Laure Marchand. "L'Afrique est le nouveau terrain d'expansion des Turcs." dit-elle en rappelant qu'en "fin 2011, Ankara aura 30 ambassades sur le continent. Elle en avait six en 2006." "L'aide humanitaire est un outil pour y renforcer son soft power, souligne Kadri Gürsel, spécialiste en politique étrangère au quotidien Milliyet. Et comme l'aide est légitime, le parti au pouvoir augmente également son soft power en Turquie." (*Figaro*, 17/08/2011).

Selon *Le Parisien* "depuis l'arrivée au pouvoir du parti gouvernemental de la justice et du développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), la Turquie montre un intérêt croissant pour l'Afrique." Le quotidien note que le pays joue sa carte de leader régional et augmente sa présence diplomatique "dans le but de trouver de nouveaux marchés pour la 17ème économie mondiale." Il indique que "ces initiatives avaient permis à la Turquie, principal représentant du monde musulman au sein de l'Otan, de décrocher entre 2009 et 2010 un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies." (*AFP, Le Parisien*, 17/08/2011).

Le Parisien estime que "La sensibilité religieuse et surtout la générosité des Turcs pendant le ramadan est spectaculaire: des millions d'euros sont collectés chaque jour avec la contribution des grands groupes de presse." (*AFP, Le Parisien*, 17/08/2011). "Une campagne d'appel aux dons a déjà permis de réunir plus de 100 millions d'euros, selon le chef de l'État, Abdullah Gül." rapporte Laure Marchand. En comparaison, elle rappelle que "les associations humanitaires en France ont récolté 13 millions d'euros en trois semaines et le gouvernement français a promis 20 millions." (*Figaro*, 17/08/2011).

7. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc (juillet-août 2011)

LE FIGARO

Alain Barluet
Georges Malbrunot
Laure Marchand
Pierre Rousselin

LE MONDE

Guillaume Perrier
Laure Stéphane

LIBERATION

Philippe Azoury
Matthieu Delaunay
Ragıp Duran
Marc Semo

LES ECHOS

Safak Timur

AFP

Romain Brunet
Nicolas Cheviron

REUTERS

Jonathon Burch
Daren Butler
Hélène Duvigneau
Tülay Karadeniz
Khaled Yacoub Oweis

CHALLENGE

L'EXPRESS

LE NOUVEL OBSERVATEUR

LE PARISIEN

LE POINT